

Numéro 31 - 8 septembre 2018

**Sujets de préoccupation pour le corps politique**

**La réforme électorale en  
Colombie-Britannique - Les intérêts  
privés des partis de l'establishment ou  
investir les citoyens du pouvoir**

- Peter Ewart -



**Sujets de préoccupation pour le corps politique**

- La réforme électorale en Colombie-Britannique - Les intérêts privés des partis de l'establishment ou investir les citoyens du pouvoir - *Peter Ewart*
- La Cour d'appel fédérale annule l'approbation de l'expansion du pipeline Trans Mountain - *Peggy Morton*
- Un nouveau monument pour glorifier l'intégration de l'Ontario aux guerres d'agression des États-Unis
- La revendication d'arrêter le Cercle de feu est entièrement juste - *Kaella-Lynn Recollet*
- L'industrie laitière florissante de l'Alberta montre le besoin de défendre la gestion de l'offre - *George Allen*

**À titre d'information**

- La croissance et la puissance des oligopoles

### **Opposition à l'offensive antisociale**

- Des activistes de Calgary s'organisent en réponse à la fermeture de Greyhound
- Piquet d'information contre le projet minier du Cercle de feu dans le nord de l'Ontario
- Une bataille pour la restauration du projet pilote de revenu de base de l'Ontario

### **Brésil**

- Le Tribunal supérieur électoral rejette le droit de Lula d'être candidat à l'élection présidentielle - *Comité populaire pour la défense de Lula et de la démocratie*
- Ce que veut l'empire au Brésil

### **Important anniversaire**

- Le 70e anniversaire de fondation de la RPDC, défenseur de la paix et de la justice depuis sept décennies

### **Supplément**

#### **La Fête du travail 2018**

- Les travailleurs partout au Canada défendent la dignité du travail

---

### **Sujets de préoccupation pour le corps politique**

## **La réforme électorale en Colombie-Britannique - Les intérêts privés des partis de l'establishment ou investir les citoyens du pouvoir**

- Peter Ewart -



Cela fait longtemps que les Britanno-Colombiens cherchent à mieux contrôler la politique et l'économie de la province et leurs représentants à l'Assemblée législative. En effet, cette volonté a souvent été exprimée dans les plateformes électorales des candidats ouvriers datant de la fin des années 1800 et comprend des appels au droit de révoquer les députés et de lancer des initiatives, le droit de vote des femmes et une forme de représentation proportionnelle pour remplacer le système électoral majoritaire à un tour.

À la fin des années 1800, un type de système sans parti existait en Colombie-Britannique, avec comme résultat l'élection de candidats principalement indépendants. Les candidats ouvriers ont commencé à être élus à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique dans le cadre de ce système sans parti et c'est alors que les grands partis - libéraux et conservateurs - ont été introduits, accompagnés de leurs agents. Puis en 1903, le système a été remplacé par le système dominé par les partis qui existe aujourd'hui et est soutenu par l'élite du monde des affaires.



Au fil des années, les travailleurs, les femmes, les peuples autochtones, les petites et moyennes entreprises et d'autres secteurs de la population, qui souhaitent avoir plus de pouvoir de décision dans les affaires politiques et l'économie de la province et veulent le renouveau démocratique, se sont opposés à ce système dominé par les partis, qui fonctionne comme un cartel.

Les partis de l'establishment ont réagi en s'obstinant à maintenir le système électoral actuel avec tous ses privilèges ou, comme c'est souvent le cas, à ne le changer que d'une manière qui les favorise au détriment de leurs rivaux. Dans les deux cas, la raison des changements n'a jamais été le renouveau démocratique et investir l'électorat du pouvoir, mais bien de maintenir la domination des partis.

Il y a beaucoup d'exemples du comportement de cartel des partis politiques de l'establishment dans l'histoire de la Colombie-Britannique et du Canada. Par exemple, afin d'empêcher la Fédération coopérative du Commonwealth (FCC) de prendre le pouvoir lors des élections de 1952 en Colombie-Britannique, la coalition libérale/progressiste-conservatrice a mis en place un système de « vote préférentiel » pour remplacer le scrutin majoritaire à un tour, une décision qui, pensaient-ils, leur permettrait de s'accrocher au pouvoir. Mais cela s'est retourné contre eux et le nouveau Parti du crédit social a surpris tout le monde en formant un gouvernement minoritaire.

Après seulement neuf mois au pouvoir, pour les mêmes raisons intéressées, le nouveau gouvernement du Crédit social a ramené le système uninominal à un tour et a déclenché une nouvelle élection où il a remporté la majorité avec seulement 38 % des suffrages et a gouverné pendant les 21 années suivantes.

Lors des élections provinciales de 1991, afin de renforcer sa popularité en chute libre et de répondre aux demandes du public pour une reddition de compte plus grande, le gouvernement du Crédit social a organisé un référendum pour permettre aux citoyens de révoquer les députés provinciaux et de lancer des « pétitions d'initiative » de projets de loi pour « proposer de nouvelles lois ou apporter des modifications aux lois existantes ». Plus de 80 % des électeurs ont voté oui pour et le projet de loi a été introduit plusieurs années plus tard par un gouvernement néodémocrate.

Le droit de révoquer les députés et de lancer des initiatives constituait un pas en avant, modeste mais positif dans la lutte des Britanno-Colombiens pour s'investir du pouvoir électoral. Mais, à cause de la mentalité de parti cartellisé, le gouvernement néodémocrate a conçu le projet de loi de telle sorte qu'il était presque impossible pour les électeurs de l'utiliser. En effet, au cours des 23 dernières années, aucun député n'a été révoqué malgré plusieurs tentatives et une seule initiative citoyenne a été couronnée de succès (le référendum de 2011 a rejeté la taxe de vente harmonisée (TVH)).

La même chose s'est produite en 2005 et 2009 avec les référendums sur le vote unique transférable (VUT) qui ont été provoqués par le mécontentement persistant des citoyens envers le

système électoral. Bien que le processus visant à recommander un autre système de vote par le biais d'une assemblée de citoyens choisie au hasard ait constitué une avancée positive, le gouvernement libéral a relevé le seuil d'approbation du VUT à 60 % plutôt qu'à 50 %. Le référendum de 2005 n'a donc pas abouti à un vote en faveur du Oui, malgré une nette majorité (57 %) des voix.

Au niveau fédéral, reflétant l'attitude intéressée des partis cartellisés envers la réforme électorale, le gouvernement libéral de Trudeau a lancé après les dernières élections un processus qui était censé se traduire par le remplacement du système uninominal majoritaire à un tour. Or, quand il est apparu que le processus n'aboutirait pas au système que privilégiaient les libéraux, Trudeau l'a brusquement annulé, malgré l'opposition du public.

Bien que toute cette histoire démontre que les Britanno-Colombiens s'efforcent d'avoir plus de contrôle sur leur vie, il est clair que pour atteindre cet objectif ils doivent avoir leur propre programme pour s'investir du pouvoir et réaliser le renouveau démocratique. Ils ne peuvent pas compter sur les partis cartellisés pour faire avancer les choses. Bien au contraire, les partis cartellisés ont montré à maintes reprises leur crainte que les électeurs s'investissent du pouvoir et leur intention de toujours limiter ou de contrecarrer ce pouvoir, tout en prétendant l'appuyer. Ils craignent même des formes rudimentaires de processus démocratiques comme les référendums (l'accord de Charlottetown de 1992 et la TVH en 2011, par exemple) ou même des modifications mineures au système électoral susceptibles de leur faire perdre le contrôle et de permettre aux gens de prendre des mesures indépendantes.

**YES**  
**Vote**

Du 22 octobre au 30 novembre 2018, les Britanno-Colombiens voteront sur la possibilité de remplacer le système uninominal majoritaire à un tour par une représentation proportionnelle. Il est important de garder à l'esprit que les trois partis de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique défendent leurs propres intérêts étroits sur la question de quel mode de scrutin ils vont appuyer et promouvoir.

Mais pour les Britanno-Colombiens, ce référendum offre une occasion de saisir l'initiative, de voter Oui à la représentation proportionnelle et de prendre position pour pouvoir participer à ce qui suivra. Ce serait un résultat positif et un pas en avant pour investir les citoyens du pouvoir.



---

## **La Cour d'appel fédérale annule l'approbation de l'expansion du pipeline Trans Mountain**

**- Peggy Morton -**

Le 30 août 2018, la Cour d'appel fédérale a rendu sa décision dans l'affaire Tsleil-Waututh Nation c. Canada et a annulé l'approbation du projet d'expansion du réseau Trans Mountain par le gouvernement Trudeau. La vente du pipeline Trans Mountain existant au Canada a été néanmoins approuvée par les actionnaires de Kinder Morgan le lendemain, à un coût de 4,5 milliards de dollars.



**Célébration de la décision de la Cour d'appel fédérale à Victoria, le 30 août 2018**

Dans une décision unanime, la juge Dawson écrit que le Canada n'a pas respecté son obligation d'engager des consultations avec les Premières Nations, ce qui était « loin de répondre aux exigences fixées par la Cour suprême du Canada ». Le gouvernement Trudeau a omis « d'engager un véritable dialogue et de se pencher sur les réelles préoccupations des demandeurs autochtones de manière à être en mesure de rechercher des mesures pour y répondre », lit-on dans cette décision. Le gouvernement a également commis une « erreur cruciale » en fondant sa décision sur un rapport de l'Office national de l'énergie qui, en violation de sa responsabilité d'examiner les effets environnementaux négatifs d'un projet, refusait de prendre en compte le transport maritime.



**Le grand chef de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, Stewart Phillip, prend la parole à Vancouver après l'annonce de la décision de la Cour d'appel fédérale.**

Cette décision de la Cour d'appel fédérale était la réponse à quatorze demandes de contrôle judiciaire distinctes qui ont été entendues en même temps en septembre 2017. Les demandeurs étaient la nation Tsleil-Waututh, la nation squamish, la bande Coldwater, Aitchelitz, Skowkale, Shxw :y Village, Soow Ahlie, la première nation Squiala, Tzeachten, Yakweakwioose, Skwah, Kwaw-Kwaw-Aplit et Ts'elxweyeqw Tribe et autres (Sto : lo), la bande Upper Nicola et les Stk'emlupsemc te Secwepemc de la Nation Secwepemc, ainsi que les organisations environnementales Living Oceans, Raincoast Conservation Society, représentées par Ecojustice, les villes de Vancouver et de Burnaby et la province de la Colombie-Britannique.

La Cour a statué que, dans son rapport et ses recommandations, l'Office national de l'énergie n'avait pas fourni au « gouverneur en conseil » les informations et les évaluations nécessaires concernant les effets environnementaux du projet et l'intérêt public en général. Elle a déterminé également que l'Office national de l'énergie avait conclu à tort que l'article 79 de la *Loi sur les espèces en péril* ne s'appliquait pas à l'examen des effets de la circulation des navires-citernes liés au projet.

Les partis cartellisés au pouvoir et dans l'opposition à Ottawa et en Alberta ont réagi à la décision de la cour en se blâmant les uns les autres et en refusant de prendre la responsabilité de leurs propres faits et gestes. Les libéraux ont blâmé le gouvernement Harper, le gouvernement albertain a accusé les libéraux, Jason Kenney a accusé Rachel Notley et ainsi de suite. Pendant deux ans, ces partis ont tous répété, sous une forme ou une autre, le mantra que le processus de «

consultation » pour l'approbation de l'expansion du réseau de Trans Mountain était irréfutable. Quiconque n'était pas d'accord était un élément marginal et s'ils refusaient de se taire, ils pourraient être réduits au silence... « dans l'intérêt national ».

Le gouvernement du Canada et celui de l'Alberta se sont maintenant engagés du bout des lèvres à répondre aux exigences énoncées par la cour, ce qui implique de refaire la phase III du processus de consultation et mener une évaluation environnementale de la circulation des navires-citernes, en particulier en ce qui concerne la population des épaulards en voie de disparition. Les gouvernements Trudeau et Notley ont tous deux indiqué clairement que, tout en respectant les exigences de la cour, ils poursuivront « toutes les options » pour construire le projet d'expansion du réseau Trans Mountain.

Les médias et les rapports gouvernementaux ont cherché à prétendre que l'interprétation des obligations du gouvernement en matière d'évaluation environnementale et de son devoir de consulter et de prendre des mesures pour répondre aux préoccupations des peuples autochtones était nouvelle ou différente. Or, ce n'est pas le cas. Les libéraux de Trudeau ont simplement décidé que le processus d'approbation du projet d'expansion du réseau Trans Mountain se ferait conformément aux changements apportés par le gouvernement Harper pour limiter le processus de consultation et qui pourrait y participer. Ils ont affirmé qu'ils avaient corrigé ce processus en ajoutant des consultations, ce qui signifie que les gens pourraient donner leur avis sur une décision déjà prise. Les opinions seraient enregistrées et transmises aux décideurs qui pourraient ou non les lire.



La cour a souligné ce qui était évident : ce n'était pas une « consultation » et cela ne répondait pas aux normes établies par les cours dans de nombreuses décisions concernant l'obligation de consulter et de répondre aux préoccupations des peuples autochtones.

Pour sa part, le gouvernement Trudeau a démontré un mépris total envers son obligation de consulter et de répondre aux préoccupations des peuples autochtones et la responsabilité de l'Office national de l'énergie de considérer les effets négatifs environnementaux. Il a balancé des dizaines de milliers de pages de documents à la tête des peuples autochtones et a exigé une réponse dans un délai de quelques semaines. Il a reçu leur réponse mais n'a pas répondu à leurs préoccupations. En plus d'adopter le processus imposé par le gouvernement Harper qui limitait la

participation au processus de l'Office national de l'énergie, le gouvernement a promis de procéder à un nouvel examen et a nommé un comité chargé de l'examen. Ce comité a produit un rapport que beaucoup de gens ont considéré comme répondant à leurs préoccupations, mais à peine trois semaines après la publication du rapport, le gouvernement a approuvé l'expansion du réseau Trans Mountain sans répondre à une seule des préoccupations soulevées dans le rapport. Même les fonctionnaires du gouvernement ont dit que le processus d'approbation ne tenait pas la route.

Les partis cartellisés au pouvoir et dans l'opposition sont bien conscients des précédents juridiques importants établis par les nombreuses contestations judiciaires lancées par les peuples autochtones pour défendre leur souveraineté et leur droit d'être. Le gouvernement Trudeau a approuvé le pipeline en violation de la loi. À l'instar du gouvernement Harper avant lui, dont l'approbation du projet Northern Gateway a été annulée, le gouvernement Trudeau utilise les pouvoirs de police sous forme de prérogative ministérielle pour violer le droit constitutionnel, qui ne peut être modifié par le recours à des pouvoirs arbitraires. Sa tentative de déclarer que les décisions qui favorisent les intérêts privés sont dans « l'intérêt national » a été déjouée.

Or, le gouvernement fédéral de Trudeau et le gouvernement albertain de Notley ont tous deux réagi avec des déclarations qui démontrent une intention de poursuivre avec leurs manières frauduleuses. De plus, comme nous l'avons indiqué, cette décision n'a pas eu d'incidence sur l'achat par les libéraux du pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan pour 4,5 milliards de dollars.

Félicitations à tous ceux qui se sont battus pour faire annuler cette approbation. Les Canadiens vont certainement continuer de se battre pour obliger ce gouvernement moralisateur à rendre des comptes, comme tous les autres qui s'empressent de remettre les avoirs du peuple à des intérêts privés. Ces pratiques corrompues du gouvernement libéral pour payer les riches dépassent ce que ses prédécesseurs, libéraux et conservateurs, ont réussi à faire jusqu'à présent.

C'est un signe que les intérêts privés étrangers exercent leur emprise sur le Canada et que les gouvernements canadiens à tous les niveaux sont incapables d'agir indépendamment. Ce sont les travailleurs et leurs alliés autochtones qui prennent la responsabilité de l'édification nationale. Ils ne vont pas abandonner.



**Rassemblement à Vancouver, le 30 août 2018, après la décision de la Cour d'appel fédérale**

*(Photos : UBCIC, M. Worthing, Greenpeace)*



# Un nouveau monument pour glorifier l'intégration de l'Ontario aux guerres d'agression des États-Unis

Dans un communiqué distribué le jour de la Fête du travail, la Coalition pour la paix de Windsor déclare : « En plus d'être résolument antiouvrier et antisyndical, le gouvernement Ford semble aussi vouloir être le champion des guerres d'agression menées sous la direction des États-Unis. Le 27 juin, le premier ministre de l'Ontario Doug Ford, a annoncé que son gouvernement veut ériger à Queen's Park un deuxième monument dédié aux soldats qui ont servi en Afghanistan. Le communiqué émis par le bureau de Ford mentionne « les sacrifices de nos compatriotes canadiens pour protéger nos valeurs et nos libertés ». Il existe déjà un monument commémoratif ontarien sur le terrain de l'Assemblée législative qui commémore ceux et celles qui ont servi dans les missions militaires canadiennes, y compris en Afghanistan. Pourquoi un autre ?

Ford dit qu'un autre monument servirait à « envoyer un message sans équivoque aux générations futures au sujet des héros de l'Afghanistan et de leurs sacrifices au nom de tous les Canadiens, de peur oublier ».

La Coalition pour la paix de Windsor explique que la phrase « de peur d'oublier », qui est souvent répétée lors des cérémonies du Jour du souvenir au Canada, vient d'un poème composé en 1897 par l'auteur britannique Rudyard Kipling, dont le titre est *Chant de retraite*. Dans ce poème, l'auteur rappelle les exploits militaires passés de l'empire britannique dans les pays qui aujourd'hui sont l'Irak et le Liban. Dans un élan nostalgique, il souhaite que l'empire britannique puisse continuer de dominer les pays où l'opposition est celle de « races inférieures » parlant des « langues sauvages », soit les peuples conquis, mais non soumis qui rejettent leur subjugation. La même année, Kipling a aussi rédigé le poème *White Man's Burden* (Le fardeau de l'homme blanc) où il parle de vos « peuples récemment conquis, les peuples sauvages, errants, mi-diables, mi-enfants ».

Le fait de dédier un deuxième monument plus particulièrement à ceux et celles qui ont combattu dans la guerre en Afghanistan n'a rien à voir avec le souvenir, affirme la Coalition pour la paix de Windsor. « On cherche à associer le gouvernement Ford à l'appui aux forces militaires et aux guerres d'agression dirigées par les États-Unis. Cela laisse présager qu'avec le gouvernement Ford la militarisation de la vie civique en Ontario va s'intensifier, et nous devons nous y opposer », dit la Coalition pour la paix.

Celle-ci dénonce la suggestion que ce monument reflètera les valeurs des Ontariens, surtout des jeunes, qui sont contre la guerre. « Le fait de déclarer que l'appui à la guerre est une valeur canadienne n'y changera rien », ajoute la Coalition.

Pour contacter la Coalition pour la paix de Windsor : [windsorpeace@hotmail.com](mailto:windsorpeace@hotmail.com) ou sur Facebook.



Le mur des anciens combattants de l'Ontario à Queen's Park érigé en 2016

(Photos: LML)

# La revendication d'arrêter le Cercle de feu est entièrement juste

- Kaella-Lynn Recollet -



Piquetage d'information du 6 septembre 2018 pour exiger l'arrêt du projet du Cercle de feu

La revendication des Anichinabés d'arrêter le Cercle de feu est entièrement juste.

La terre du peuple anichinabé, Anichinabé Aki, qu'on appelle aussi le Nord de l'Ontario, a été l'objet de la déprédation des monopoles miniers et forestiers et des oligarques qui les contrôlent depuis les premiers jours de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Ils ont systématiquement exploité les ressources d'Anichinabé Aki et ont extrait d'immenses richesses pour les financiers au sud du Canada et dans les centres industriels coloniaux et impérialistes sans tenir compte des intérêts des Anichinabés ni de ceux de la terre et de l'eau.

Les oligarques et leurs compagnies minières salivent à la perspective de soutirer de 60 à 100 milliards de dollars de minerai du Cercle de feu. Pour les gouvernements ontariens, libéral et conservateur, le Cercle de feu est une poule aux oeufs d'or qu'il faut exploiter afin de se sortir de la crise.

La question principale concernant le Cercle de feu est : qui décide ? Les compagnies minières et le gouvernement ontarien veulent décider de toutes les principales questions eux-mêmes et le rôle qu'ils veulent réserver aux Anichinabés en est un de consultation et cela, sur des questions sans trop d'importance.

Minimalement, les Anichinabés doivent donner leur consentement libre et éclairé avant tout développement des ressources du Cercle de feu. En fait, ils doivent avoir les pleins pouvoirs décisionnels sur ses territoires ancestraux.

Contrairement aux secteurs économiques comme l'agriculture, la pêche et la foresterie, dont les pratiques d'élevage et de pousse peuvent se renouveler et ainsi subvenir aux besoins des générations à venir, le secteur minier n'est pas renouvelable. Dès que le minerai est extrait de la terre, il est transformé à condition que son



transport soit économiquement viable pour les compagnies minières. Dès qu'il est exporté vers les centres industriels, la ressource ne revient plus au point de départ de l'activité économique qui ne sera pas renouvelée pour la survie des générations futures.

Il est donc de la responsabilité des Anichinabés et des travailleurs qui habitent aussi sur la terre d'Anichinabé Aki de veiller à ce que les ressources du Cercle de feu soient exploitées de sorte à contribuer au bien-être économique et spirituel des Anichinabés. Si le Cercle de feu est développé selon le bon vouloir des oligarques et de leurs compagnies minières, les intérêts des Anichinabés et de la Terre Mère seront mis aux rancarts. Que le délai soit de cinq ans ou de cinq cents ans, il importe que tout développement du Cercle de feu soit fait en ayant avant tout les intérêts des Anichinabés au centre.

Le chrome, comme le nickel, est un matériau de guerre stratégique indispensable à la fabrication de l'acier inoxydable. Il n'y a pas de source économiquement viable de chrome en ce moment dans les Amériques. La machine de guerre américaine dépend du Zimbabwe, du Kazakhstan et de l'Inde pour s'approvisionner. Le développement du Cercle de feu fournirait les États-Unis de façon fiable. Nous avons une responsabilité sociale de veiller à ce que nos ressources ne servent pas à des fins bellicistes, mais plutôt au bien-être matériel des êtres humains. Rappelons-nous que la Première Guerre mondiale n'aurait pas eu lieu sans le nickel de Sudbury alors qu'Inco fournissait à la fois l'Angleterre et les Allemands en nickel nécessaire pour la fabrication de leurs navires de guerre, leur artillerie, leurs chars d'assaut et leurs autres machines de destruction et de mort jusqu'à ce que les États-Unis participent à cette guerre.

Les mines, la foresterie et la plupart des autres types industriels de développement économique n'ont jamais bénéficié au peuple anichinabé. Les opérations minières antérieures des mines Bruce et de la baie de Mica ont tué la végétation, empoisonné l'air et les cours d'eau et fait fuir les animaux ou pire encore. Rien n'a changé depuis deux décennies. Le mercure s'infiltre toujours dans la rivière English de Grassy Narrows. Il y a de nombreux autres exemples de la destruction de l'environnement et du mode de vie ancestral anichinabé. Nous avons besoin de pouvoirs décisionnels sur tout notre territoire pour assurer un développement économique dont on peut bénéficier et qui intègre la science et la technologie modernes à nos coutumes ancestrales. Je crois que la classe ouvrière des villes industrielles dans Anichinabé Aki doit aussi avoir un pouvoir décisionnel sur les développements de ses communautés. On ne doit pas permettre aux oligarques miniers de mettre en place des usines sidérurgiques qui peuvent être cancérogènes à seulement quelques centaines de mètres d'une communauté établie comme ils ont tenté de le faire à Coniston, dans la Grande région de Sudbury. Je salue les communautés de Coniston et de la Grande région de Sudbury qui se sont regroupées pour se mettre en action et faire échec aux tentatives d'établir une entreprise industrielle dans leur communauté sans leur consentement.

La question clé dans le développement du Cercle de feu est : qui décide ? Les oligarques miniers veulent imposer leurs conditions pour le développement du secteur minier. Pendant ce temps, les Anichinabés et les travailleurs qui vivent dans les villes et les villages industriels partout en Anichinabé Aki sont la cible de pots-de-vin, de coercition et d'intimidation pour qu'ils acceptent les conditions des oligarques miniers comme la seule façon de faire. C'est inacceptable. Les Anichinabés, ainsi que la classe ouvrière des villages et des villes industriels, doivent avoir le pouvoir de choisir le type de développement économique qui leur sera bénéfique. Nous avons besoin du pouvoir décisionnel sur nos terres et territoires. En attendant, je dis : Arrêtez le Cercle de feu !

*(Photos : LML. Traduit de l'anglais par LML)*



# L'industrie laitière florissante de l'Alberta montre le besoin de défendre la gestion de l'offre

- George Allen -



**Des producteurs laitiers du Québec et de l'Ontario manifestent sur la colline du Parlement à Ottawa le 2 juin 2016 pour exiger la protection de la gestion de l'offre présentement menacée par les nouveaux accords commerciaux que le Canada signe.**

Les forces de la réaction aux États-Unis et au Canada tentent depuis de nombreuses années de démanteler le système de gestion de l'offre du Canada, en partie par aplaventrisme devant Trump. Il s'agit d'une attaque flagrante contre les agriculteurs et les travailleurs canadiens qui aura des conséquences désastreuses sur leur mode de vie et sur les collectivités qu'ils desservent avec leurs produits et services.

Bon nombre de produits agricoles relèvent du système de gestion de l'offre au Canada. Prenons l'exemple de l'industrie laitière florissante de l'Alberta. Au début des années 1970, les produits laitiers sont devenus le premier produit au Canada à exploiter un système national de gestion de l'offre, géré par la Commission canadienne du lait. Les organisations de producteurs agricoles se sont tournées vers les gouvernements provinciaux pour créer les offices de commercialisation, comme Alberta Milk.

Établi en 2002, Alberta Milk représente les producteurs laitiers de l'Alberta. Il est principalement financé par les producteurs, par les cotisations obligatoires des membres qui ne peuvent être modifiées que si elles sont approuvées par un vote majoritaire des producteurs autorisés. La mise en commun du transport du lait est exploitée sur une base de recouvrement des coûts, tous les producteurs partageant le même coût. Alberta Milk finance des activités de recherche, de nouvelles initiatives et d'éducation nutritionnelle (par exemple dans les écoles) et s'efforce de fournir aux producteurs laitiers des informations et des commentaires précis et opportuns sur l'industrie laitière. D'autres systèmes de gestion de l'offre agricole fonctionnent de manière similaire.

Alberta Milk et les autres commissions agricoles et offices de commercialisation provinciaux du Canada sont des organisations contrôlées par les producteurs qui ont été créées pour répondre aux besoins des producteurs canadiens et rendre compte aux producteurs réels du prix de la valeur produite. Ils s'opposent au dogme des cercles dirigeants selon lequel la main mystérieuse du « marché libre » peut fixer des prix « équitables », même lorsque tous les secteurs de l'économie sont dominés par des monopoles qui manipulent les prix pour satisfaire leurs intérêts étroits. Les systèmes de gestion des approvisionnements ont une longue et louable réputation de maintenir des prix stables et uniformes pour les producteurs, les transformateurs et les consommateurs, ce qui garantit un approvisionnement constant et certain en produits de qualité et élimine le recours aux subventions. Par exemple, depuis février 2001, 100 % des revenus des producteurs laitiers de l'Alberta proviennent du marché.

L'Alberta est le quatrième producteur de lait au Canada et représente 8,2 % de l'ensemble de la production laitière au pays. En Alberta, on estime que l'industrie laitière soutient une activité économique de plus de 2,5 milliards de dollars. Avec la valeur ajoutée provenant de toutes les autres activités de transformation et de fabrication de produits laitiers, l'industrie laitière de l'Alberta a contribué 1,27 milliard de dollars à l'économie provinciale en 2005 (derniers chiffres disponibles), ce qui en fait le deuxième segment en importance de la province.

Les produits agricoles commercialisés par le biais de systèmes de gestion de l'offre jouent un rôle important dans la vie des gens. Par exemple, plus de 10 000 Albertains dépendent du lait pour leur subsistance, notamment des producteurs laitiers, des vétérinaires, des nutritionnistes, des chercheurs, des professeurs, des consultants, des fonctionnaires du gouvernement, des vendeurs d'équipement, des camionneurs qui transportent le lait, de nombreux travailleurs qui oeuvrent à la transformation et à la vente au détail.



**Des producteurs laitiers du Saguenay exigent que tout nouvel accord de l'ALÉNA protège le système de gestion de l'offre.**

En fait, le secteur laitier est un contributeur dynamique et constant dans chaque province canadienne. Les produits laitiers sont l'un des deux principaux secteurs agricoles dans 7 des 10 provinces canadiennes. La contribution du secteur au PIB était de 19,9 milliards de dollars en 2016. Le nombre total d'emplois a diminué au niveau des exploitations agricoles, mais s'est accru dans la transformation à valeur ajoutée, se situant autour de 220 936 emplois. En 2015, l'industrie laitière canadienne a versé 3,8 milliards de dollars en taxes locales, provinciales et fédérales.

Les dommages causés par l'élimination des systèmes de gestion de l'offre agricole du Canada seraient probablement semblables aux dommages causés par le démantèlement en 2012 par Harper du guichet unique de la Commission canadienne du blé (CCB). Les restes de la CCB

appartiennent maintenant à un monopole américain et à l'Arabie Saoudite, un transgresseur en série des droits humains. Comme c'était le cas avant la création de la CCB en 1935, les monopoles agricoles tels que Richardson's et Glencore contrôlent à nouveau le marché du blé canadien. Comme ce fut le cas avec la destruction de la CCB, la destruction des systèmes de gestion de l'offre au Canada constituerait clairement un autre coup dur porté à la pensée, à la conscience sociale et au progrès humain.

---

### À titre d'information

## La croissance et la puissance des oligopoles

Les extraits suivants qui proviennent d'articles du *New York Times* (NYT) révèlent certaines caractéristiques de la croissance des oligopoles et de la domination qu'ils exercent sur la classe ouvrière et l'économie. La domination de l'oligarchie financière sur l'économie se reflète dans la destruction de la politique où le pouvoir est concentré entre les mains de quelques-uns, les intérêts privés sont politisés et le corps politique détruit. L'absence de pouvoir de la grande majorité de la population atteint une ampleur sans précédent.

### **De l'article du NYT intitulé « Les mille milliards de dollars d'Apple sont le reflet de la montée des puissantes mégacompagnies »**

Apple a atteint [le 2 août] une valeur de marché de plus de 1 000 milliards de dollars, une étape importante qui montre comment un groupe d'immenses compagnies est parvenu à dominer l'économie des États-Unis.[...] Aujourd'hui, un groupe plus restreint de sociétés américaines détient une plus grande part des bénéfices totaux des entreprises. [...] L'impact de ce phénomène a été évident sur les marchés boursiers, où une bande de sociétés dont le nom est très connu - dirigée par Apple, Amazon, Facebook et Google - a alimenté les hausses du marché boursier depuis neuf ans, la deuxième plus longue depuis celle qui s'est terminée en 2000.

Mais les effets de la consolidation des profits des entreprises vont bien au-delà des marchés boursiers - et ils ne sont pas bénins. Les économistes, par exemple, commencent à se demander si la montée des entreprises dites superstars contribue à la croissance médiocre des salaires, à la diminution de la classe moyenne, à l'inégalité croissante des revenus aux États-Unis et à la vaste influence sociale et politique que ces mégacompagnies exercent...

Au cours des dernières décennies, la répartition des profits des entreprises entre les compagnies américaines s'est profondément modifiée. En 1975, 109 entreprises ont engrangé la moitié des profits générés par toutes les entreprises cotées en bourse. Selon une étude menée par Kathleen M. Kahle, professeur de finance à l'Université de l'Arizona, et René M. Stulz, économiste à l'Ohio State University, ces gains sont à l'heure actuelle saisis par seulement 30 compagnies.

Le [31 juillet], Apple a annoncé la publication d'un bénéfice trimestriel élevé, ses profits ayant atteint 11,52 milliards de dollars, en hausse de près d'un tiers par rapport à la même période de l'année précédente. [...]

La différence entre comment cela coûte aux entreprises américaines pour fabriquer leurs produits et le prix de vente de ces produits - un indicateur de la puissance des entreprises sur leurs marchés - est à son plus haut niveau depuis au moins 1950, selon un rapport de 2017 publié par deux économistes, Jan De Loecker de Princeton et Jan Eeckhout de University College London.

Plus de trois quarts de toutes les industries américaines sont devenues plus concentrées

depuis 1980. [Les chercheurs ont lié le regroupement des entreprises à l'inégalité croissante des revenus.] Les économistes se sont entendus pour dire que la tendance à la concentration des entreprises en termes de la taille des compagnies et de leur saisie des profits est réelle et peut durer longtemps. « Le nombre d'articles écrits sur ce sujet d'une semaine à l'autre est remarquable », selon David Autor, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology, qui a étudié le phénomène.

La consolidation est particulièrement prononcée dans le secteur de la technologie, où un groupe de grandes entreprises efficaces domine désormais les secteurs à plus forte croissance et les plus dynamiques de l'économie des États-Unis. Lorsque l'iPhone a été introduit en 2007, il a rapidement transformé la façon dont la société interagit avec la technologie. Plus de 1,4 milliard de téléphones ont été vendus depuis.

Apple et Google réunis fournissent désormais le logiciel à 99 % de tous les téléphones intelligents. Facebook et Google accaparent 59 cents de chaque dollar dépensé en publicité en ligne aux États-Unis. Amazon exerce une domination absolue sur les achats en ligne et prend de l'ampleur, rapidement, dans des domaines tels que la diffusion en continu de musique et de vidéos.

Mais la tendance ne se limite pas à la technologie.

Aujourd'hui, près de la moitié des actifs du système financier américain sont contrôlés par cinq banques. À la fin des années 1990, les cinq plus grandes banques contrôlaient un peu plus du cinquième du marché. Au cours des dix dernières années, six des plus grandes compagnies aériennes des États-Unis ont fusionné en trois. Quatre sociétés contrôlent désormais 98 % du marché américain du sans-fil et ce chiffre pourrait tomber à trois si T-Mobile et Sprint sont autorisées à fusionner.

La consolidation engendre des profits. « Celui qui reste est plus rentable et peut générer des rendements plus élevés pour les investisseurs », soutient la professeure Pelina Larkin de l'Université York à Toronto, qui a étudié l'impact du regroupement d'entreprises sur les marchés financiers...

Cette année, cinq sociétés technologiques - Facebook, Apple, Amazon, Netflix et la société mère de Google, Alphabet - ont livré environ la moitié des gains réalisés par l'indice Standard & Poor's des 500 sociétés cotées à la bourse. Apple est la seule entreprise avec une valeur de marché de 1 billion de dollars, mais Amazon cette année la talonne de près. Elle est actuellement évaluée à plus de 880 milliards de dollars...

Et sur le marché du travail, les chercheurs ont lié la consolidation des entreprises à l'inégalité croissante des revenus et à la part décroissante de la richesse nationale qui va aux travailleurs. La soi-disant part de l'économie qui revient aux travailleurs a diminué aux États-Unis et dans d'autres pays riches depuis les années 1990, ce qui coïncide avec la tendance à la concentration des entreprises. Et ce déclin a été le plus marqué dans les industries les plus consolidées...

D'autres économistes soutiennent qu'avec moins d'entreprises dans un secteur donné, il y a simplement moins de concurrence pour les travailleurs et, par conséquent, peu de pression pour accorder des hausses de salaire aux travailleurs. Cela peut être particulièrement vrai dans les industries où les compétences sont hautement spécialisées, car il est plus difficile pour les travailleurs de chercher un meilleur salaire ailleurs. Des recherches récentes ont mis en évidence des exemples de complicité d'entreprises visant à maintenir les salaires bas en acceptant de ne pas faire du maraudage parmi les travailleurs de chaque entreprise et en insérant des dispositions dans les contrats des travailleurs qui leur interdit de se joindre à leurs concurrents.

Certains, à gauche, poussent la critique plus loin en affirmant que le renforcement du pouvoir des

entreprises se traduit par une plus faible application des lois antitrust, des limites plus souples sur les contributions aux campagnes électorales et une baisse des taux de syndicalisation. Les entreprises, de ce point de vue, ne font pas qu'engranger des profits plus importants que par le passé, mais elles se sentent aussi moins obligées de partager le butin avec les travailleurs.

### **De l'article du NYT intitulé « Les salaires ne suivent pas la hausse des profits et les prix grugent les gains salariaux »**

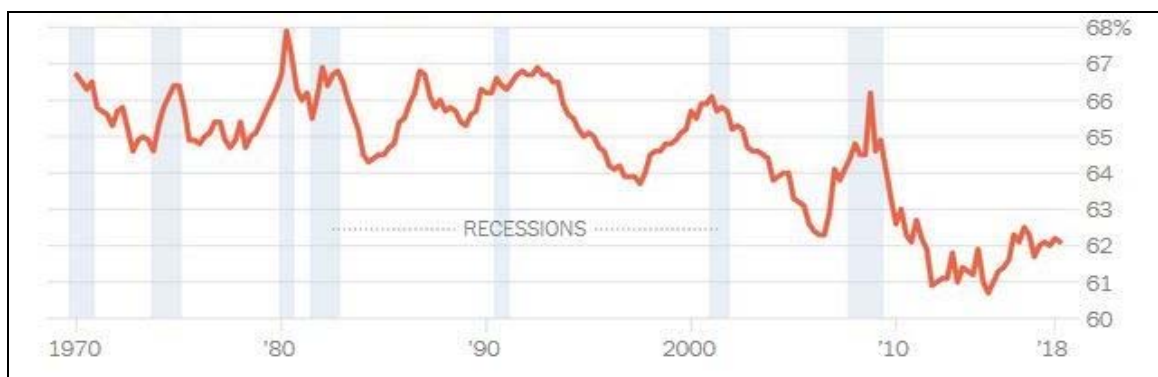
Depuis le début du siècle, la part de la main-d'oeuvre dans les revenus du pays a atteint les niveaux les plus bas depuis des décennies.

En 2000, lorsque le taux de chômage est tombé en dessous de 4 %, les entreprises ont soutiré 8,3 % du revenu total du pays sous forme de profits tandis que les salaires et traitements dans l'ensemble de la population active représentaient environ 66 %.

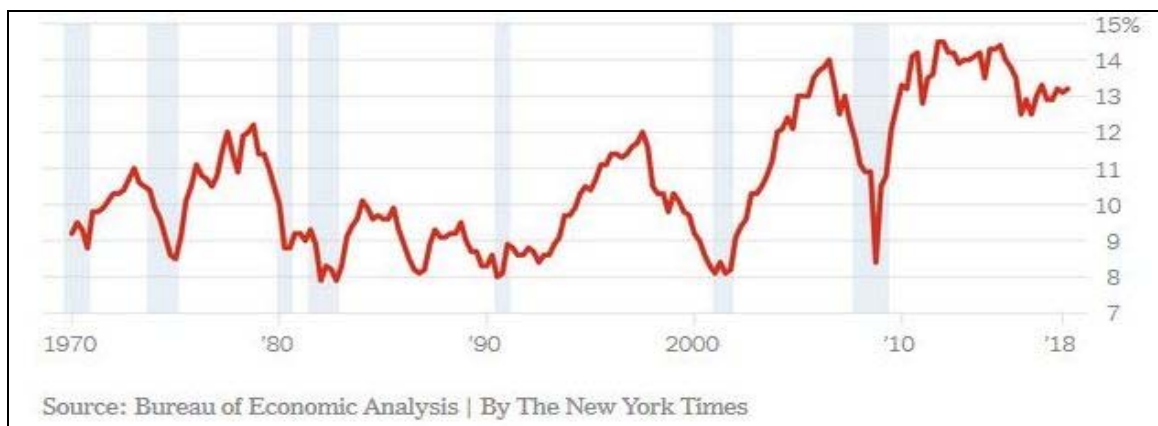
Maintenant, le taux de chômage est à nouveau autour de moins de 4 %. Mais les bénéfices des entreprises représentent 13,2 % des revenus du pays. La rétribution remise aux travailleurs est tombée à 62 %.

Si la part des travailleurs n'avait pas diminué, ils auraient eu 532 milliards de dollars supplémentaires, soit environ 3 400 dollars chacun, a déclaré Jared Bernstein, conseiller économique de l'ancien vice-président Joseph R. Biden Jr...

#### **Salaires des employés en pourcentage du revenu national**



#### **Bénéfices des entreprises en pourcentage du revenu national**



Les chèques de paie des travailleurs représentent beaucoup moins du revenu total du pays depuis la dernière récession et les profits des entreprises en représentent plus.

## **De l'article du *NYT* intitulé « Est-ce que les entreprises vedettes et l'effet Amazon remodelent l'économie ? »**

Deux des faits économiques les plus importants de ces dernières décennies sont qu'une poignée d'entreprises extraordinairement prospères dominent davantage de secteurs industriels et que les salaires, l'inflation et la croissance demeurent obstinément bas...

Les principaux économistes se demandent si le « monopsonne » - le pouvoir considérable de quelques employeurs fusionnés [1] - fait partie du problème de la faible croissance des salaires. Ils cherchent à savoir si les « superstars » qui dominent de nombreuses industries de pointe sont responsables de dépenses d'investissement médiocres. Et ils cherchent à savoir s'il existe un « effet Amazon » dans lequel les algorithmes de prix en rapide évolution du détaillant en ligne et de ses concurrents signifient de plus grandes fluctuations de l'inflation....

Lors d'un colloque annuel au Grand Tetons (Wyoming), les dirigeants de la Réserve fédérale et d'autres banques centrales ont discuté et se demandent si la consolidation des entreprises pouvait avoir de larges implications pour la politique économique.

« Il y a quelques années, les spécialistes avaient étudié de manière très technique les questions de pouvoir des monopoles, sans les relier aux questions plus larges qui animent la politique économique », a déclaré Jason Furman, économiste à la Kennedy School of Government de Harvard... « Ces dernières années, il y a eu une explosion de recherche qui permet de démanteler ces murs. »

Les responsables des banques centrales ont tendance à ne pas courir derrière les dernières tendances en recherche, comme l'a dit M. Furman. Mais eux aussi luttent de plus en plus avec la possibilité que les détails de la manière dont les entreprises sont en concurrence et exercent un pouvoir important beaucoup pour le bien-être général de l'économie.

Bien que ces sujets apparaissent plus souvent dans les débats sur la politique antitrust ou sur la réglementation du marché du travail, ils peuvent également avoir des incidences sur le travail des banques centrales. Par exemple, si le pouvoir concentré des entreprises exerce une pression vers le bas sur la croissance des salaires...

Esther George, présidente de la Federal Reserve Bank de Kansas City, hôte de la conférence, a été intriguée par la faiblesse des prêts accordés aux petites et moyennes entreprises au cours des dernières années, même en période de reprise économique. Elle et son équipe ont cherché à savoir si la concentration croissante du secteur bancaire parmi une poignée de géants pouvait être une cause...

Alan Krueger, un économiste de Princeton, a fait valoir que le pouvoir de monopsonne fait probablement partie du casse-tête apparent de la faible croissance des salaires. Selon ses estimations, les salaires devraient augmenter de 1 à 1,5 point de pourcentage plus rapidement qu'ils ne l'étaient, compte tenu des taux d'inflation et de chômage récents.

Lorsque les travailleurs ont peu d'employeurs potentiels parmi lesquels choisir, ils ont peut-être moins la capacité de demander des salaires plus élevés, et il devient plus facile pour les employeurs de limiter les salaires, que ce soit par des accords explicites ou des signaux plus subtils...

Un autre article de l'économiste de Harvard, Alberto Cavallo, montre que les algorithmes utilisés par Amazon et d'autres détaillants en ligne, avec leurs prix constamment ajustés, peuvent entraîner de plus grandes fluctuations de l'inflation en cas de fluctuations des taux de change ou d'autres chocs...

M. Cavallo a écrit : « Les prix des carburants, les fluctuations des taux de change ou toute autre force influant sur les coûts pouvant entrer dans les algorithmes de tarification utilisés par ces entreprises auront probablement un impact plus rapide et plus important sur les prix de détail que par le passé. »

« La stagnation des salaires n'est pas un casse-tête », a déclaré Marshall Steinbaum, un chercheur émérite de l'Institut Roosevelt, qui a pris la parole lors d'une table ronde organisée par le groupe d'activistes Fed Up, à l'extérieur de l'auberge où se tenait le symposium de la Réserve fédérale. « La recherche de pointe nous dit exactement ce qui se passe, et pourtant la Fed semble envisager cela pour la première fois. »

## Note

1. Définition d'un monopsonne selon Investopedia :

### Qu'est-ce qu'un « monopsonne » ?

Un monopsonne, parfois appelé monopole de l'acheteur, est une condition de marché similaire à un monopole. Cependant, dans un monopsonne, un gros acheteur, pas un vendeur, contrôle une grande partie du marché et fait baisser les prix. Un monopsonne se produit lorsqu'une seule entreprise a un pouvoir de marché grâce à ses facteurs de production. L'entreprise est le seul acheteur pour plusieurs vendeurs et réduit le prix des produits ou services du vendeur en fonction du montant ou de la quantité demandée.

Dans les situations où des monopsones se produisent, les vendeurs se livrent souvent à une guerre des prix pour attirer les clients de l'acheteur, ce qui fait baisser le prix et augmente la quantité. Les vendeurs qui sont pris dans un monopsonne peuvent se retrouver dans une course vers le bas et perdre tout pouvoir qu'ils avaient auparavant sur l'offre et la demande.

Par exemple, certains économistes ont accusé Ernest et Julio Gallo - un conglomerat d'établissements vinicoles et de producteurs de vin - d'être un monopsonne. La société est si grande et a tellement de pouvoir d'achat sur les producteurs de raisins que les vendeurs n'ont pas d'autre choix que d'accepter les conditions de l'entreprise.

### Exemples de monopsones

Les monopoles prennent différentes formes, mais ils se produisent le plus souvent lorsqu'un seul employeur contrôle tout un marché du travail. Lorsque cela se produit, les vendeurs, en l'occurrence les employés potentiels (qui vendent leur capacité de travailler), sont en concurrence pour les quelques emplois disponibles en acceptant des salaires plus bas, ce qui réduit les coûts des employés pour l'entreprise.

L'industrie technologique est un exemple de ce type de monopsonne. Avec seulement quelques grandes entreprises technologiques sur le marché qui ont besoin d'ingénieurs, de grands acteurs tels que Cisco et Oracle ont été accusés de collusion et de choisir de ne pas se faire concurrence en termes de salaires pour des postes techniques. Cela rabaisse les salaires, de sorte que les grandes entreprises technologiques réalisent des coûts d'exploitation plus faibles et des profits plus élevés.

*[La manipulation des prix du marché découle du pouvoir des oligopoles de déterminer ces prix. Dans cette situation, les prix du marché peuvent différer de leur prix de production. L'économie étant une chose objective, toute déviation des prix du marché par rapport à leur prix de production pour favoriser les intérêts privés étroits de certains oligopoles a des conséquences négatives profondes et devient un facteur de crise économique. La valeur objective qu'exigent les oligopoles en termes de prix du marché en fonction de leurs propres intérêts privés doit provenir*

de quelque part de l'économie au détriment de l'ensemble et de certains secteurs, par exemple Gallo Winery qui porte atteinte à ceux qui sont forcés de vendre leur produit à Gallo à des prix de marché éventuellement inférieurs à leur prix de production. - note de la rédaction du LML]



### Opposition à l'offensive antisociale

## Des activistes de Calgary s'organisent en réponse à la fermeture de Greyhound



Un groupe d'activistes de Calgary qui s'est donné pour nom Prairies for Public Buses (les provinces des Prairies pour des autobus publics) a entrepris de mobiliser la population pour contrer la fermeture imminente d'un certain nombre de lignes d'autobus de Greyhound Canada. Pour commencer, le groupe a tenu un rassemblement et une discussion animés l'après-midi du 3 septembre au McDougall Centre à Calgary. Au cours de l'action couronnée de succès, les participants ont pris position contre la privation des Canadiens des services d'autobus nationaux et régionaux essentiels. Presque tous les participants ont exprimé leur point de vue pendant la discussion, défendant le droit de tous les Canadiens à un service d'autobus abordable et sécuritaire.



Greyhound, qui appartient à un énorme monopole britannique appelé FirstGroup, a annoncé le 9 juillet que sa fermeture arbitraire inclurait toutes les lignes d'autobus en Saskatchewan, en Alberta, au Manitoba et dans le nord de l'Ontario sauf une en Colombie-Britannique. Les routes sont fermées car, selon Greyhound, elles ne sont plus rentables. C'est la seule base, la seule raison, pour cette décision. Si l'entreprise réussit à faire ce qu'elle veut, l'exploitation des bus sur ces routes cessera le 31 octobre et 415 travailleurs perdront leur emploi.

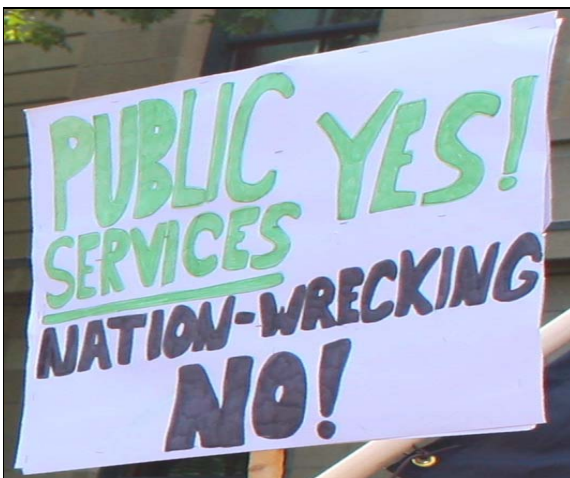
La réaction à l'annonce de Greyhound le 9 juillet a été rapide. Beaucoup ont souligné que les zones rurales perdraient un service de transport à bas prix très important pour les personnes âgées, les étudiants, les moins nantis et les personnes souffrant de problèmes de santé. D'autres ont souligné que l'arrêt des services mettrait en danger les femmes et les filles autochtones vivant dans des zones reculées, les privant ainsi de moyens de transport sûrs et fiables pour se rendre à leurs rendez-vous médicaux. Toute la situation met en

évidence le fait que les décisions commerciales privées qui affectent l'intérêt public ne doivent pas être prises unilatéralement, mais doivent être placées sous le contrôle politique populaire.

Par ailleurs, le 9 août, le syndicat des transports en commun (ATU) a tenu une conférence de presse à Ottawa. Le président canadien de l'ATU a affirmé que la fermeture serait catastrophique pour environ deux millions de passagers et que dix mille passagers quotidiens dépendaient de Greyhound. Il a souligné que « trouver un moyen de transport alternatif » pourrait être dangereux, à l'exemple des nombreuses femmes autochtones disparues ou assassinées sur la « route des larmes » (Highway of Tears) entre Prince George et Prince Rupert, en Colombie-Britannique. Il a réclamé une action immédiate du gouvernement et un dialogue avec le ministre des Transports. Malheureusement, comme le savent la plupart des travailleurs, les gouvernements fédéral et provinciaux ne se soucient pas beaucoup des décisions prises par des monopoles étrangers même si elles font du tort à l'économie et détruisent l'édifice national, car ce sont des affaires privées et ne peuvent donc être « résolues » que par le secteur privé.



Pendant ce temps, en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, les petits transporteurs établissent des itinéraires pour combler le vide laissé par Greyhound. Rider Express, situé en Saskatchewan, se développe avec une liaison Saskatoon-Edmonton et une liaison Regina-Calgary. Northern Express Bus Line élargit son offre dans le nord de l'Alberta, entre Grande Prairie et Edmonton. Red Arrow s'agrandit également pour inclure un itinéraire Camrose-Edmonton. Le problème est que tous ces mouvements sont des décisions commerciales individuelles basées sur les itinéraires les plus rentables pour ces transporteurs. Aucune des entreprises privées ne s'intéresse à l'aspect global de la planification et de la mise en oeuvre d'un système complet de lignes d'autobus accessibles, abordables et sécuritaires qui réponde aux besoins de tous les Canadiens.



tandis que les personnes les plus touchées seront exclues de tout rôle significatif dans la consultation.

Un mois après l'annonce de Greyhound, le ministre fédéral des Transports, Marc Garneau, a annoncé le 9 août que son ministère travaillait « le plus rapidement possible » pour recueillir des données sur les routes touchées et prendrait une décision concernant d'autres mesures en consultation avec le gouvernement fédéral et les ministres provinciaux des transports au début du mois prochain. En d'autres termes, la question de Greyhound sera traitée de la manière habituelle. Tout d'abord, elle est ignorée, maintenant, en raison de la pression publique, des décisions arbitraires seront prises de haut en bas pour faire taire la dissidence,

Les propriétaires étrangers de Greyhound ont décidé de mettre fin au service d'autobus dans l'Ouest canadien pour servir leurs propres intérêts privés étroits. Aucune solution qui servirait

l'économie et les intérêts publics locaux et généraux du Canada n'a été présentée pour discussion et action. C'est pourquoi la seule véritable alternative est que les gens prennent les choses en main. Réduire les travailleurs au rôle de spectateurs de la destruction de leur vie, de leurs industries et de leur nation n'est pas une option. Il appartient à la classe ouvrière, par le biais de ses propres organisations et médias, de rallier les gens à l'action avec analyse, afin de changer la situation des transports en faveur de la population. C'est exactement ce que tentent de faire ceux qui se sont rassemblés autour de Prairies pour des autobus publics.

---

## Piquet d'information contre le projet minier du Cercle de feu dans le nord de l'Ontario



Un piquet d'information a été organisé par une vingtaine de personnes, principalement des autochtones, à l'entrée de l'Université Laurentienne sur le chemin Ramsey Lake, sur les rives du lac Bitimagamasing (Ramsey), le jeudi 6 septembre de 9 h à midi. L'objectif était de faire connaître leur revendication d'arrêter le projet d'exploitation du Cercle de feu et de faire reconnaître les droits des Anichinabés. À 11 h, ils ont organisé une danse cérémoniale de trois minutes à l'intersection des chemins lac Ramsey et University. L'un des organisateurs, Bruce McComber, a chanté une chanson sur l'eau qui lui a été enseignée par sa tante.

Le Cercle de feu est un méga projet minier de gîtes minéraux dans ce que les gouvernements et les institutions des colons appellent le Nord de l'Ontario, expliquent les organisateurs. Les projets complémentaires comprennent une fonderie de chromite sur les terres anichinabées dont Noront fait la promotion.

La page Facebook qui annonce l'événement cite l'ancien député Tony Clement qui souligne que l'impact potentiel du Cercle de feu « ressemble beaucoup à ce que les sables bitumineux sont à l'Alberta et au Canada aujourd'hui ».

Sur la même page, on peut ensuite lire :

« Voulez-vous un projet semblable aux sables bitumineux sur votre terre natale ? Nous n'en

voulons certainement pas ! C'est un événement pour quiconque aime l'air et l'eau pure, les terres sauvages, les familles d'animaux heureux, la souveraineté anichinabée, les droits autochtones et la vie ! La plupart des gens qui entrent dans cette catégorie sont d'accord pour dire que nous vivons une époque de destruction et de dégradation environnementales exponentielles. La plupart de ces mêmes gens seraient probablement d'accord pour dire que nous vivons aussi à une époque de corruption politique sans précédent au sein des entreprises.

« D'un point de vue 'autochtone' ou anichinabé, nos véritables droits n'ont jamais été reconnus. Notre droit de décider explicitement et de dire NON à un développement minier ou un développement urbain proposé sur nos territoires occupés par l'État canadien n'a jamais été honoré. Nous ne sommes jamais autorisés à posséder les entreprises principales ou les mines, ni même la plupart des moyens de production. Les compagnies minières continuent de détruire nos terres, de voler nos richesses et de nous laisser des miettes pour lesquels nous sommes supposés être reconnaissants.

« Le chef Pontiac a dit un jour : 'Ils sont venus avec une bible et une religion et ont volé nos terres et nous disent maintenant que nous devrions être reconnaissants au Seigneur d'avoir été sauvés.' Dieu merci, le Canada nous a sauvés historiquement (pensionnats indiens, les rafles des années 60, etc.) et nous sauve aujourd'hui en nous affamant (sous-financement chronique/les rafles du millénaire, etc.) pour nous forcer à quitter les dernières de nos terres natales et à devenir des esclaves salariés dans leurs villes et villages où les capitalistes sont de connivence ! Même les citoyens et résidents canadiens se font arnaquer et abuser quotidiennement par les systèmes canadiens. Plus les droits et systèmes autochtones sont acceptés et appliqués, plus il est avantageux pour tous ceux qui appellent ce territoire leur domicile.

« Nous sommes un groupe de personnes engagées à aider le vaste réseau d'alliés autour d'Anishinaabe Aki et de l'île de la Tortue, qui veulent que les gouvernements et les entreprises corrompus rendent des comptes de la destruction et de l'abus irresponsables et délibérés de notre planète et de ses gens. Nous croyons que doit CESSER toute exploitation minière dans la zone du Cercle de feu ! Nous espérons que vous pourrez vous joindre à nous dans l'amitié, la camaraderie et le respect alors que nous prions et célébrons l'eau au lac Bitimagamasing (Ramsey). »





(Photos : LML)

## Une bataille pour la restauration du projet pilote de revenu de base de l'Ontario



Rassemblement à Lindsay, 7 août 2018

Une action concertée a été entreprise pour s'opposer à la décision du gouvernement Ford en

Ontario d'annuler le projet pilote de revenu de base. Le précédent gouvernement libéral de Kathleen Wynne a lancé le projet pilote en avril 2017. Le projet pilote, qui devait durer trois ans, devait aider 4 000 personnes gagnant moins de 34 000 \$ par an dans la région de Hamilton/Brantford, du comté de Brant, Lindsay et Thunder Bay. Les personnes seules pouvaient recevoir jusqu'à 17 000 \$ par an et les couples pouvaient recevoir jusqu'à 24 000 \$ par an, moins 50 % de leurs gains cette année-là. Les personnes handicapées pourraient recevoir jusqu'à 6 000 \$ supplémentaires par an. Seuls 2 000 des bénéficiaires retenus bénéficieraient effectivement du financement accru. Les 2 000 personnes restantes étaient un groupe témoin qui serait rémunéré pour participer à des enquêtes sur la santé mentale, la stabilité du logement et la formation professionnelle. Des chercheurs de l'Hôpital St. Michael et de l'Université McMaster étudieraient les résultats. Le projet a été budgété à 150 millions de dollars pour les trois années.



**Manifestation à Cobourg, 10 août 2018, contre l'annulation du projet pilote de revenu de base**

Lindsay a été choisi comme site de « saturation ». Presque toutes les personnes vivant dans la pauvreté feraient partie du projet, la moitié des quelque 2 000 participants recevant les fonds et la moitié étant le groupe témoin. En apprenant que le projet avait été annulé, plus de 100 résidents ont manifesté le 7 août au Victoria Park de Lindsay. Le 27 août, quatre des récipiendaires de Lindsay ont intenté un recours collectif contre le gouvernement de l'Ontario pour rupture de contrat et négligence pour avoir annulé le projet pilote. Si le recours collectif est accepté par les tribunaux, d'autres bénéficiaires seront invités à s'y joindre.



**Des participants de Hamilton parlent du projet pilote de revenu de base lors d'un récent forum à l'université McMaster.**

La table ronde de Hamilton sur la réduction de la pauvreté et les services de mission, qui avait forcé le gouvernement Wynne à lancer le projet pilote à l'origine, est entrée en action dès que le gouvernement conservateur l'a annulé, mobilisant ses membres, les citoyens et résidents concernés en leur demandant de contacter leur député, de signer une pétition, d'en parler aux voisins et de contacter les médias. Ils ont présenté leurs préoccupations à l'hôtel de ville le 15 août. Ils explorent des options juridiques et coordonnent des actions avec des groupes

antipauvreté à Brantford, Lindsay et Thunder Bay.

Le 17 août, le conseil municipal de Hamilton a approuvé à l'unanimité une motion dénonçant l'annulation du projet.

La photographe de Hamilton, Jessie Golem, a lancé une série photographique intitulée « Humans of Basic Income », qui montre le côté humain de la décision d'annuler le projet pilote de revenu de base.

Le 5 septembre, le maire de Hamilton, Fred Eisenberger, le maire de Brantford, Chris Friel, le maire de la ville de Kawartha Lakes, Andy Letham, et le maire de Thunder Bay, Keith Hobbs, ont envoyé une lettre conjointe demandant au gouvernement fédéral de prendre en main le projet pilote. Alors que le projet lui-même était loin de garantir le droit de vivre selon le niveau de vie de la société, les militants antipauvreté, les travailleurs et les syndicalistes se sont battus pendant des années pour obtenir ce petit progrès dans la lutte contre la pauvreté. Leur combat pour forcer le gouvernement Ford à rétablir le projet est un combat juste qui mérite le soutien de tous.

*(Avec des articles de Hamilton Spectator, kawarthaNOW, Kawartha Lakes This Week, TheConversation.com . Photos : Hamilton Roundtable for Poverty Reduction)*

### Supplément

### La Fête du travail 2018

## Les travailleurs partout au Canada défendent la dignité du travail

### Brésil

## Le Tribunal supérieur électoral rejette le droit de Lula d'être candidat à l'élection présidentielle

**- Comité populaire pour la défense de Lula et de la démocratie -**

*Aux premières heures du matin du 1er septembre 2018, les juges du Tribunal supérieur électoral du Brésil ont décidé par 6 voix contre 1 d'interdire à Luiz Inácio Lula da Silva le droit d'être candidat à la présidence du Brésil aux élections du 7 octobre. Le Parti des travailleurs s'est vu accorder dix jours pour remplacer Lula comme candidat ou interjeter appel de la décision. Cette semaine, la défense de Lula a interjeté appel de deux décisions, l'une devant le Tribunal supérieur électoral et l'autre demandant au Tribunal fédéral suprême de renverser la décision. Le bulletin suivant a été publié le jour où la décision de refuser à Lula le droit d'être candidat a été rendue.*

\*\*\*

1. Face aux violences commises par le Tribunal supérieur électoral contre les droits de Lula et des personnes qui veulent l'élire président de la République, le Parti des travailleurs (PT) a annoncé dans un communiqué qu'il continuerait à se battre par tous les moyens pour garantir sa candidature aux élections du 7 octobre. Le PT affirme que l'idée que la loi *Ficha Limpa* (casier

propre) puisse interdire la candidature de personnes qui se sont vu refuser leur deuxième appel, comme dans la situation injuste à laquelle fait face Lula, est incorrecte. L'article 26-C de la loi prévoit la suspension de l'inéligibilité lorsque des recours en instance devant les juridictions supérieures existent encore.



2. La magistrature brésilienne, dans ce cas le Tribunal supérieur électoral, a montré, une fois de plus, qu'elle est capable de battre tous ses records de temps lorsqu'il s'agit de Luiz Inácio Lula da Silva. La disqualification de la candidature de Lula - la violation des procédures, des délais et même de la décision du Comité des droits de l'homme de l'ONU pour défendre le droit de Lula de briguer le poste - a été adoptée en moins de 24 heures après le début de la période d'examen des listes des partis.

3. Le même tribunal électoral qui a rendu la décision de rejeter la candidature de Lula a reconnu le droit de se porter candidat garanti par les lois électorales et la *Ficha Limpa* à 145 candidats à la mairie lors du dernier tour des élections municipales. À la différence de Lula, ceux-ci ont été autorisés à se présenter aux élections avec des appels en cours. Quatre-vingt-dix-huit d'entre eux ont été élus et gouvernent actuellement leurs villes.

4. L'ancien président Lula a envoyé une lettre au peuple de l'État de Pernambuco, qui a été livrée par son vice-président, Fernando Haddad. Un passage de cette lettre dit : « Le moment où nous vivons n'est pas facile. La persécution judiciaire par quelques personnes qui pensent pouvoir empêcher les gens de s'exprimer me retient en prison à Curitiba. »



5. Dans le programme politique diffusé aujourd'hui sur toutes les chaînes de télévision par la coalition « Brésil heureux, à nouveau » [Parti des travailleurs, Parti communiste du Brésil et Parti républicain de l'ordre social], lors de sa première apparition comme candidat, Lula a critiqué le pouvoir judiciaire. « Nous sommes dans une situation où un innocent est condamné pour empêcher un homme innocent de revenir pour former le meilleur gouvernement du Brésil. Je sais

que je vais entrer dans l'histoire comme le président qui a apporté la plus grande inclusion sociale à ce pays, qui a construit le plus d'universités, qui a construit le plus d'écoles techniques et qui a ouvert l'université au plus grand nombre de jeunes dans l'histoire de la nation. Je sais que je vais entrer dans l'histoire, mais je ne sais pas si on se souviendra d'eux comme des juges ou comme des tortionnaires », a déclaré l'ancien président, qui est en tête des intentions de vote dans tous les sondages.

6. La Centrale unique des travailleurs (Central Única dos Trabalhadores (CUT)) a publié un communiqué condamnant la décision du Tribunal supérieur électoral d'interdire la candidature de Lula à la présidence de la République. La CUT considère que la décision est un « acte arbitraire de la part d'une autorité judiciaire, caractérisée par un manque de respect pour les droits fondamentaux consacrés dans la Constitution brésilienne ainsi que par le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international des Nations unies relatif aux droits civils et politiques, dont le Brésil est signataire.

7. Le Mouvement des sans-terre (Movimento de Trabalhadores sem Terra (MST)) a également rejeté la décision du Tribunal supérieur électoral. L'organisation a critiqué le manque de respect du Tribunal supérieur électoral à l'égard de la Loi électorale et du Comité des droits de l'homme des Nations unies.

8. Quelques heures après la décision du Tribunal supérieur électoral, des manifestations de *Lulaço* ont éclaté dans les villes et villages du pays - des manifestations dans des lieux publics avec des milliers de personnes demandant la libération de Lula. À Fortaleza, par exemple, il y avait une manifestation classique au chant de « Olê Olê Olê, Lula lá, Lula » dans le centre commercial Iguatemi, qui est un endroit populaire auprès de la classe moyenne. Il y a eu également des manifestations de *Lulaço* au marché municipal de Vila Rubim à Vitória, à Espírito Santo, ainsi que dans des villes comme Manaus, Curitiba, Fortaleza, Brasília et Rio de Janeiro.

*(Curitiba, Paraná, Brazil, 1er septembre 1, 2018. Traduit par LML. Photo : Comité populaire pour la défense de Lula et de la démocratie, PT)*

---

## Ce que fait l'empire au Brésil

- Randy Alonso Falcón -



Manifestation le 1er septembre pour la décision de la Cour électorale de retirer la candidature de Lula

L'exclusion électorale de Luiz Inacio Lula da Silva est le chapitre final (mais non l'épilogue) d'une vile campagne politique contre la gauche brésilienne qui a commencé avec le frauduleux procès mené conjointement par le parlement, les médias et le système judiciaire et qui a mené à la destitution de la présidente Dilma Rousseff.

La session du Tribunal supérieur électoral, qui a presque définitivement éliminé Lula de la course électorale, a eu lieu à la même date que celle du coup contre Dilma il y a deux ans.

### **Préméditation et trahison ?**

Comme pour le procès de Dilma, ces machinations sont fondées sur de supposés intérêts et des responsabilités fabriquées. « Il n'y a pas de justice pour ceux qui ne sont pas du même avis que les élites », a dit le journaliste brésilien Fernando Brito dans un article du journal numérique *Brasil 247*.

Ce qu'on veut c'est empêcher à tout prix la formation d'un nouveau gouvernement populaire dans ce pays géant de l'Amérique latine qui pourrait faire obstacle aux plans de domination de l'empire américain et aux visées de l'oligarchie locale de s'approprier la richesse.

« Maintenant, ils empêchent Lula d'être candidat présidentiel parce qu'ils savent qu'il remporterait largement l'élection d'octobre. Au Brésil, les médias, en coordination avec le judiciaire, ont détruit la primauté du droit », a écrit la présidente de l'Argentine, Cristina Fernandez, sur son compte Twitter.

### **Quel est le rôle de Washington ?**

Comme c'est une longue histoire, attardons-nous plutôt aux événements les plus récents. Souvenons-nous des révélations d'Edward Snowden au sujet des activités de l'Agence nationale de sécurité des États-Unis (NSA), qui avaient permis d'exposer un vaste programme d'espionnage contre le Brésil.

Selon le journaliste américain Glenn Greenwald, dans plusieurs articles qu'il avait écrits sur le sujet dans le quotidien brésilien *O Globo* en juillet 2013, le Brésil fut la principale cible du programme d'espionnage électronique de la NSA en Amérique latine, alors qu'on avait recueilli l'information de milliards de messages électroniques et d'appels téléphoniques entrant et sortant du Brésil.

Au coeur de la fuite des documents était la question : « Le Brésil, allié, ennemi ou problème ? », et les préoccupations de Washington face aux répercussions de la croissance de l'économie brésilienne sur le plan international ont été révélées.

La NSA avait mis sur écoute quatre téléphones du bureau de la présidente Dilma Rousseff et intercepté les appels téléphoniques, courriels et messages textes de la présidente ainsi que les communications de son conseiller personnel et de son secrétaire. Même l'avion présidentiel était sur écoute. Peu de dirigeants étrangers ont été assujettis à une telle surveillance par l'empire.

Les agences d'espionnage des États-Unis ont aussi intercepté les communications de près de 29 membres du gouvernement brésilien, y compris celles du chef du cabinet, Antonio Palocci, qui est devenu plus tard une des vedettes de la trahison qui ont été récompensées par le système judiciaire brésilien. Est-ce que sont ces révélations qui l'ont poussé à la trahison ?

La NSA a aussi intercepté toutes les communications provenant de l'entreprise d'État brésilienne Petrobras, qui avait été renforcée sous les gouvernements de Lula et de Dilma. L'ancien président de l'entreprise, Antonio Menezes, avait fait une mise en garde quant au « danger important » pour la libre concurrence et pour Petrobras si le développement et les méthodes de celle-ci étaient

connus d'autres pays, parce qu'elle deviendrait ainsi une « cible désignée » sur l'échiquier stratégique international du pétrole.

Mais au-delà de l'espionnage économique, est-ce possible que ces actes d'espionnage aient révélé d'autres éléments clés que le judiciaire aurait saisis pour entamer le processus exactement un an après les révélations de Snowden, menant à une vaste enquête contre Petrobas et ses contrats, et à la disqualification de Lula ? Aussi, les États-Unis et ses compagnies pétrolières n'avaient-ils pas intérêt à démanteler la puissante Petrobas et la politique pétrolière souveraine que les gouvernements du Parti des travailleurs avaient défendue ?

Le recours au judiciaire, nous le savons bien, est en ce moment le mécanisme privilégié de Washington dans ses attaques contre les dirigeants de la gauche dans notre région. Les États-Unis ont eu recours à cette stratégie contre Dilma, Cristina, Correa et Lugo. Comme leurs tentatives d'imposer des fantoches par la voie électorale ont été un échec, ils se servent d'autres mécanismes pour atteindre leurs objectifs.

Tout cela n'est pas le résultat du hasard, mais plutôt d'une stratégie qui consiste à pénétrer les entités judiciaires de la région sous prétexte de combattre la corruption. Ces dernières années, le Département de la justice des États-Unis, en coordination avec les universités, les fondations et les ONG de ce pays, a développé un programme de formation pour les cadres du système judiciaire en Amérique latine fait de bourses, de séminaires, d'ateliers et d'autres événements.

Dans un câble diplomatique confidentiel des États-Unis de 2009 obtenu par Snowden et révélé dans Wikileaks, on révèle qu'une analyse avait été faite de la Conférence régionale de l'année précédente à Rio de Janeiro où des forces policières et judiciaires ont été formées pour traiter les crimes liés au financement illicite. Selon le rapport : « L'enquête sur des incidents de blanchiment d'argent et leur condamnation, y compris la coopération entre pays, la confiscation de biens, les méthodes pour obtenir des preuves, la négociation de dénonciations », et plus loin : « Le secteur judiciaire brésilien est très intéressé à combattre le terrorisme, mais a besoin d'outils et de formation pour agir avec efficacité... Des juges spécialisés s'occuperont des cas de corruption les plus saillants dans lesquels sont impliqués des individus dans la hiérarchie ».

L'un des élèves les plus brillants de ce séminaire était le juge actuel de Première instance de Curitiba, Sergio Moro, le paladin de la persécution implacable de Lula. Moro est un produit direct du projet de formation impérial : diplômé de Harvard où il a suivi un cours en corruption transnationale, il participe assidûment aux événements organisés par le Département de la justice des États-Unis et rend fréquemment visite au pays du nord.

« Moro a été formé au Département d'État. Il voyage régulièrement aux États-Unis et sait comment s'y prendre pour se mériter l'approbation de Washington », a dit le diplomate brésilien bien connu Samuel Pinhero Guimaraes lors d'une entrevue.

Il est important de noter qu'au moment où les enquêtes sur Petrobas et Odebrecht ont débuté dans l'État de Curitiba, avec ses innombrables dénonciations récompensées, le Département de la justice des États-Unis révélait les dessous des opérations illicites d'Odebrecht au Brésil et dans neuf autres pays de l'Amérique latine, et imposait une amende de 3,5 milliards de dollars à la société géante brésilienne. Pourquoi les États-Unis s'ingèrent-ils avec autant de vigilance dans une cause que le système judiciaire brésilien a déjà prise en main ?

## **Les retombées**

L'offensive concertée des médias, du judiciaire, de l'oligarchie et de l'empire contre Lula et contre ses forces politiques, même si elle comporte un coût social, apporte aussi des retombées extrêmement intéressantes à ses commanditaires.



**Photo aérienne de la base d'Alcantara**

Des portes se sont ouvertes toutes grandes pour Washington et ses alliés tandis qu'elles étaient impossibles à franchir avec le gouvernement Lula. Les États-Unis ont réussi à établir une entente d'une durée minimale de 16 ans qui prévoit une présence américaine sur la base aérospatiale d'Alcantara, que les Américains avaient quittée en 2003 au cours du premier mandat de Lula pour des raisons de souveraineté nationale. C'était là l'objectif premier du général Mattis, commandant du Pentagone, lorsqu'il a récemment visité le Brésil.



La base d'Alcantara est le site de l'Agence spatiale brésilienne et c'est la seule infrastructure de lancement de fusées en Amérique du Sud qui est contrôlée par un pays souverain. Selon les spécialistes, le site représente d'énormes avantages pour les lancements de fusées en raison de sa proximité avec l'Équateur, où la vitesse de rotation de la terre est plus grande et où les lancements sont plus efficaces, où moins de combustible est nécessaire et la capacité de charge est plus grande.

Mais certains affirment que le véritable objectif des États-Unis est avant tout militaire, puisqu'il leur est désormais possible de placer des troupes dans un espace qui se prête bien à des opérations politico-militaires en Amérique du Sud et en Afrique, en raison de la position d'Alcantara dans le nord-est du Brésil, face à l'Afrique de l'Ouest. C'est aussi un endroit stratégique dans les conflits avec la Russie et la Chine.

Pour l'ancien ministre brésilien des Affaires stratégiques (2009-2010), Samuel Pinheiro Guimaraes Neto, « le principal objectif des États-Unis est d'avoir une base militaire en territoire brésilien où ils peuvent exercer leur souveraineté, loin de toute obligation judiciaire ou de surveillance de la part des autorités brésiliennes, y compris l'armée, et où ils peuvent mener toutes sortes d'opérations militaires ». Selon lui, l'appropriation d'Alcantara par les États-Unis est « le plus grand cas de reddition de la souveraineté de l'histoire du Brésil ».

Il est aussi important de noter qu'en 2017, pour la première fois de l'histoire, des opérations militaires conjointes entre les États-Unis, le Brésil, le Pérou et la Colombie ont eu lieu en Amazonie, une région riche en ressources, en biodiversité et en eau, et que Washington cherche à contrôler.

Pour l'éminente chercheuse mexicaine Ana Esther Cecena, la tenue d'exercices tels AmazonLog2017 facilite « la mise en place d'approvisionnements de guerre, permettant des incursions territoriales discrètes, des opérations de réaction rapide, qui impliqueraient l'intervention de forces spéciales — tant américaines et locales que privées — qui créeraient des précédents à des opérations encore plus visibles et scandaleuses, des interventions menées sous prétexte de dangers humanitaires, fort probablement au Venezuela. ».

La plus importante compagnie brésilienne de défense, Embraer, a conclu une entente en avril 2017 avec la compagnie américaine Rockwell Collins dans le domaine de l'aérospatial, et le Commandement de l'ingénierie, du développement et de la recherche de l'armée américaine a ouvert un bureau à Sao Paulo afin de développer les relations en recherche et innovation des technologies de la défense.

L'offensive de l'armée américaine contre le Brésil s'accompagne de celle des entreprises américaines. En juillet dernier, Boeing a acheté 80 % de la division réputée d'Embraer d'aéronefs civils de distance moyenne. La compagnie brésilienne, qui fabrique des aéronefs commerciaux, militaires et d'affaires depuis 1969 et était la principale exportatrice du Brésil entre 1991 et 2001, est la troisième plus importante fabricante d'aéronefs au monde et fait partie en quelque sorte de l'identité nationale. C'est pourquoi il y a eu d'importantes manifestations d'indignation au Brésil suite à cette transaction. « C'est un scandale parce que cette compagnie est un symbole de la capacité technologique du Brésil, un peu comme Petrobras, mais de façon encore plus sophistiquée », a dit l'analyste Mario Osava.

Embraer, avec Bombardier au Canada, est le deuxième plus important fabricant d'aéronefs régionaux de 100 sièges, un secteur que Boeing n'exploitait pas et qui, par conséquent, a un intérêt au marché en expansion d'aéronefs régionaux où la concurrence est forte avec des nouveaux venus tels la United Aircraft de Russie, Mitsubishi du Japon et Comac de Chine.

L'aéronef plus petit de Boeing, le 737-700 - qui a plus de 140 sièges - « ne peut tirer avantage de la croissance de la demande des lignes aériennes à bas prix ni de la croissance du nombre de petits aéroports qui ne peuvent accommoder les gros aéronefs », explique le quotidien d'affaires *Valor*.

Comme l'a dit récemment l'ancienne présidente Dilma Rousseff lors de notre table ronde, c'est la cession d'un des biens les plus importants et d'une icône industrielle du Brésil à un compéteur.



Aussi les immenses gisements de pétrole sous la couche de sel au Brésil, les plus grands au monde, préservés par le gouvernement du PT pour l'exploitation par Petrobras, ont été ouvertes à l'investissement étranger par le gouvernement Temer. C'est un des premiers gestes posés après le coup d'État contre Dilma. Par cette décision, d'importantes fonctions ont été retirées de Petrobras et on a cherché à éliminer son rôle en tant que principal exploitant de la zone pré-salifère du bassin de Santos pour maintenant permettre à des grandes compagnies transnationales de gérer les ressources naturelles du pays.

Un nombre record de 16 compagnies pétrolières, dont Royal Dutch Shell PLC, Chevron Corp et Exxon Mobil Corp des États-Unis, Statoil de la Norvège et Total SA de la France, ont participé à l'encan en juin dernier pour des zones en haute mer où se trouvent des gisements estimés à des milliards de barils de pétrole brut sous l'épaisse couche de sel du plancher océanique.

Temer a aussi annoncé d'importantes privatisations touchant à 34 secteurs stratégiques du pays, dans une course folle de restauration néolibérale chaudement applaudie par l'oligarchie locale perverse et les puissances transnationales. Cinquante-sept entreprises publiques, des aéroports et des ports sont en négociation ou ont déjà été vendus.

« Le coup a fait déraiper le Brésil. Ils vendent le patrimoine public (et le privatisent). Ils ont décrété la fin des droits des travailleurs (avec les réformes des régimes de retraite et des normes du travail) et ont coupé dans les investissements en santé et en éducation pour les 20 prochaines années (en réformant la constitution afin d'imposer un plafond de dépenses). Tout cela se fait de façon la plus éhontée. Pour éliminer les conséquences néfastes du coup, nous devons aller aux urnes », Dilma a dit au quotidien espagnol *El País* il y a quelques jours.

« Lorsqu'ils n'auront rien d'autre à vendre, alors ils vendront leurs âmes au diable », a dit Lula il y a quelques mois au quotidien brésilien *O Globo*.

Pouvez-vous comprendre pourquoi on veut empêcher l'ancien dirigeant syndical et porte-étendard du PT de retourner au pouvoir au Brésil ?

#### Sources :

- [Espionaje de EE UU a Brasil marcó la visita de Rousseff a Washington](#)

- Temer anuncia privatización de 34 empresas de Brasil
- Gobierno de Temer privatizará 57 empresas estatales de Brasil
- Wikileaks: EUA creó cursos para entrenar Moro y juristas
- Brazil: Illicit Finance Conference Uses the "T" Word, Successfully
- Las coimas Odebrecht y la "justicia" made in América
- Odebrecht: cinco claves para entender las declaraciones del FBI
- Sergio Moro, un juez adiestrado por EE UU
- El Comando Sur de EE UU y la ocupación silenciosa del Amazonas
- Brasil -- Subastas petroleras en 2018-2019

*(Cubadebate. Traduit de l'espagnol par LML)*

---

### **Important anniversaire**

## **Le 70e anniversaire de fondation de la RPDC, défenseur de la paix et de la justice depuis sept décennies**



**Séminaire national, le 6 septembre 2018, une des célébrations en hommage au 70e anniversaire de la RPDC**

Le 9 septembre est le 70e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) qui est célébré avec enthousiasme révolutionnaire par le peuple coréen en RPDC, par toutes les forces patriotiques de la République de Corée (RdC) et la diaspora, ainsi que par tous les peuples épris de paix et de justice au Canada et dans le monde. Aussi, cette année, le 70e anniversaire a lieu alors que s'intensifie le mouvement du peuple coréen pour défendre la paix de sa nation, mettre fin à plus de 70 ans de divisions, de tensions et de conflits fomentés par les États-Unis, et avancer comme un pays uni, pacifique et prospère.

Le 27 avril de cette année, grâce à Kim Jong-un, président de la Commission des Affaires de l'État de la RPDC, lui et le président Moon Jae-in de la RDC ont signé la Déclaration de Panmunjom. Le 12 juin, à Singapour, le président Kim de la RPDC et le président américain Donald Trump ont tenu le premier sommet RPDC-États-Unis, une rencontre historique où les deux dirigeants se sont engagés à oublier le passé et à avancer en forgeant une nouvelle relation. Ils se sont engagés à établir des relations pacifiques dans la perspective d'établir une paix permanente en Corée, y compris la dénucléarisation de toute la péninsule coréenne. C'est grâce aux efforts basés sur les principes et l'esprit d'abnégation de la RPDC et sa direction que le Sommet de Singapour a eu lieu malgré les menaces répétées du président Trump qu'il allait annuler, un témoignage du leadership audacieux et de l'engagement du président Kim à chercher une solution politique et pacifique à la crise qui perdure depuis 73 ans dans la péninsule coréenne.



**Salon national du livre, le 7 septembre 2018, pour célébrer le 70e anniversaire**

La fondation de la RPDC le 9 septembre 1948 a été un événement de grande portée historique pour le peuple coréen et les peuples du monde. Après plusieurs décennies de lutte contre les occupants japonais (1910-1945), le peuple coréen, sous la direction du général Kim Il-sung et de l'Armée populaire de Corée, a libéré sa nation le 15 août 1945 et a commencé à bâtir un pays moderne démocratique sur les décombres de la guerre. Partout au pays, des comités populaires ont été créés et dans les mois d'août et de septembre 1945 le peuple coréen a élu ses représentants à l'Assemblée populaire, laquelle, le 6 septembre 1945, a proclamé la « République populaire de Corée ».

Cependant, la république fut éphémère puisque les États-Unis tenaient mordicus à s'implanter en Asie du Nord-Est en passant par la péninsule coréenne après la défaite du Japon, même si le peuple coréen s'était libéré des occupants japonais sans la présence de troupes américaines. Les États-Unis ont ajouté une condition à la capitulation signée par le Japon le 2 septembre 1945. La péninsule coréenne serait divisée le long du 38e parallèle et l'armée japonaise vaincue en Corée déposerait les armes devant les forces américaines dans le sud et devant les libérateurs coréens. Le 8 septembre, deux jours après la déclaration de la République, des milliers de troupes américaines ont été déployées en Corée. Les nouveaux occupants ont déclaré la République populaire de Corée illégale et ont attaqué les comités populaires pour les détruire. Le général américain Douglas MacArthur avait alors déclaré que la Corée devait devenir un « bastion anticommuniste ». Au cours des trois années sanglantes qui ont suivi, en déployant une campagne de terreur et de brutalité de masse, le gouvernement militaire illégal américain et ses agents locaux ont criminalisé, capturé, torturé, incarcéré et assassiné des centaines de milliers de présumés communistes, « gauchistes » et autres patriotes qui refusaient de se soumettre au diktat américain.

Les États-Unis ont organisé une élection « libre et équitable » en mai 1948, que le peuple coréen a boycottée massivement. Les États-Unis ont instauré Syngman Rhee comme président de la République de Corée par la force des armes en juillet 1948.

Face à ce crime perpétré par les États-Unis contre le peuple coréen et son désir d'indépendance et de réunification, Kim Il-sung a déclaré la fondation de la RPDC le 9 septembre 1948 à Pyongyang devant plus d'un million de personnes en liesse.

En 1950, afin de capturer la péninsule coréenne et de s'en servir pour menacer d'agression la Chine et l'Union soviétique, les États-Unis ont instigué la Guerre de Corée et, de 1950 à 1953, plus de quatre millions de civils coréens ont été tués et l'économie et l'infrastructure ont été rasées au sol. Les États-Unis, avec 17 autres pays dont le Canada, ont participé à cette guerre d'agression contre la nation coréenne sous les auspices du drapeau onusien sous prétexte d'une autodéfense collective face à une attaque du nord contre le sud.

Les agresseurs américains ont commis des crimes contre la paix, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre incalculables, y compris des massacres de civils, le recours aux armes biologiques et chimiques et les bombes incendiaires contre des villes du nord, faisant d'innombrables victimes. La RPDC, bien qu'encore jeune, avec l'aide des Forces volontaires chinoises, a organisé le peuple coréen et défait les États-Unis dans cette guerre, forçant ceux-ci à signer l'Accord d'armistice coréen, défendant ainsi la souveraineté et l'honneur de la nation coréenne.

Le président de la RPDC, Kim Il-sung, avait dit à ce moment-là : « La victoire de notre peuple dans la Guerre de Corée a été une victoire du peuple révolutionnaire contre les forces impérialistes, une victoire de l'armée révolutionnaire contre les forces agressives de l'impérialisme. Elle est la preuve que les peuples qui se soulèvent pour la liberté, l'indépendance et le progrès, qui prennent leur destin en main sous la direction d'un parti marxiste-léniniste, ne seront jamais conquis par aucune force impérialiste d'agression. Elle a aussi exposé la vulnérabilité et la corruption de l'impérialisme américain et a montré aux nations opprimées du monde que l'impérialisme américain n'est pas du tout un ennemi invincible et qu'elles aussi peuvent très bien le combattre et le vaincre. »

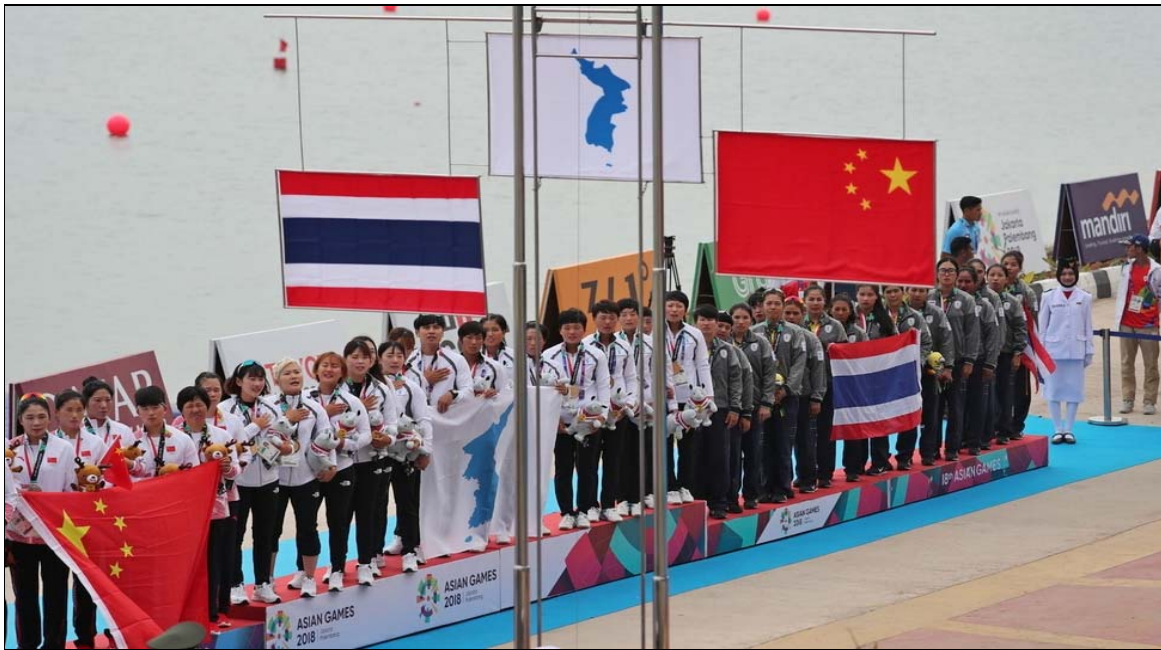
Il est important de noter que la RPDC n'a jamais commis d'acte d'agression contre un autre pays. La Guerre de Corée, qui a mis à feu toute la péninsule, a été provoquée par les États-Unis et son régime fantoche dans le sud. En s'opposant fermement à la puissance de l'empire militaire américain — qui est notoire pour son recours aux armes nucléaires et biologiques partout dans le monde — non seulement la RPDC affirme-t-elle son droit d'être, mais le droit de toutes les nations et peuples à l'autodétermination et à la paix. Grâce à cet esprit internationaliste, la RPDC est admirée avec raison par tous les gens épris de paix et de justice au Canada et dans le monde.

## **Les contributions à la lutte pour la réunification coréenne**

De la fin de la Deuxième Guerre mondiale au présent, la RPDC et sa direction ont joué un rôle clé dans toutes les propositions pour la réunification indépendante et pacifique de la Corée sous la bannière de « Par la nation elle-même ». Parmi celles-ci, il y a la proposition mise de l'avant par le fondateur de la RPDC lui-même, Kim Il-sung, le 4 juillet 1972, qui affirme que les trois principes de la réunification coréenne sont : « réaliser la réunification indépendante sans ingérence étrangère, réaliser la grande unité nationale en surmontant les idées, les idéaux et les systèmes différents, et réunifier la terre divisée de façon pacifique sans recours à la force armée ».

En 1980, le président Kim Il-sung a proposé que la RPDC et la RdC deviennent « un État républicain confédéral par la mise en place d'un gouvernement national unifié à condition que le nord et le sud reconnaissent et tolèrent leurs idées et leurs systèmes sociaux respectifs, un

gouvernement qui représenterait chaque côté de façon égale et qui permettrait à chacun d'exercer son autonomie régionale sur la base de droits et de responsabilités égaux ». Il proposait que cet État confédéral se nomme la République confédérale démocratique de Koryo.



**L'équipe unifiée de Corée sur le podium aux Jeux asiatiques de Jakarta-Palembang, 2018**

Le 6 avril 1993, Kim Il-sung a publié le Programme en 10 points de la Grande Unité de toute la nation pour la réunification du pays. On y trouvait une élaboration des principes permettant de réaliser la réunification nationale et de mettre en place une confédération où les systèmes de la RPDC et de la RdC pouvaient coexister et oeuvrer pour un État neutre dans les intérêts du peuple coréen en tant qu'étape intermédiaire menant à la réunification complète telle que désirée par le peuple coréen. Ces efforts et d'autres par Kim Il-sung, ainsi que les efforts de son successeur Kim Jong-il, ont eu comme résultat la Déclaration conjointe Nord-Sud en 2000, l'Entente du 4 octobre 2007 et, grâce aux efforts du président Kim Jong-un, la Déclaration de Panmunjom du 27 avril 2018. Ces ententes historiques ont été une inspiration et ont donné des ailes au peuple coréen dans son désir de réunification indépendante et pacifique. Elles font désormais partie de la conscience politique du peuple coréen.

Aujourd'hui, en dépit des sanctions politiques et économiques adoptées au Conseil de sécurité contre la RPDC sous l'influence des États-Unis, en surcroît des sanctions imposées par les États-Unis, le Canada et d'autres pays impérialistes, la RPDC continue d'aller résolument de l'avant. Sous la direction de Kim Jong-un, la RPDC continue de renforcer son économie indépendante et autonome et de consolider et multiplier ses relations avec d'autres pays sur la base de la cause commune de l'indépendance et de la paix pour elle-même et pour toutes les nations et tous les peuples. Elle continue de faire preuve d'une grande culture politique, mettant en oeuvre les engagements du Sommet RPDC-États-Unis et appelant les États-Unis à respecter eux aussi leurs engagements.

*(Photos: Naenara, Hankoreh)*

---

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**